



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture de la Loire-Atlantique
Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau des procédures environnementales et foncières

**Arrêté préfectoral n°2020/ICPE/270 de mise en demeure
Société PAPREC GRAND OUEST
Commune de Saint-Herblain**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 avril 2010 délivré à la société PAPREC GRAND OUEST pour l'exploitation d'un centre de récupération, transit, tri, broyage de déchets banals et inertes, 95 rue Robert Schuman sur le territoire de la commune de Saint-Herblain ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination du préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 17 septembre 2020 transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté communiqué à l'exploitant le 22 septembre 2020 en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 05 octobre 2020 ;

Considérant que lors de la visite en date du 4 septembre 2019, l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées a constaté les faits suivants :

- Le jour de la visite, l'exploitant déclare avoir 2 900 tonnes de bois sur site. L'arrêté d'autorisation du 30 avril 2010 fixe à son article 1.1.3 une limite de stock de déchets de bois de 1000 tonnes soit 4000 m³.
- La quantité de déchets de bois présente sur site dépasse donc la quantité autorisée.
- L'exploitant exploite par ailleurs une chaîne de préparation de Combustibles Solides de Récupération, qui n'est pas autorisée selon l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 avril 2010 et aux dispositions du R181-46 du code de l'environnement prévoyant que toute modification notable doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PAPREC GRAND OUEST de respecter les dispositions de l'article R181-46, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Loire-Atlantique

ARRETE

Article 1 – La société PAPREC GRAND OUEST exploitant un centre de récupération, transit, tri, broyage de déchets banals et inertes sise 95 rue Robert Schuman sur la commune de Saint-Herblain est mise en demeure :

- soit de se mettre en conformité avec les dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation en date du 30 avril 2010 en respectant notamment les quantités autorisées ;
- soit de déposer sous 3 mois un dossier de modification en application du R181-46 du code de l'environnement qui devra justifier du caractère non substantiel des modifications intervenues sur le site et qui devra détailler les ajustements sollicités de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet d'un recours par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

— d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministère chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours gracieux ;

— d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette, 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 – Le présent arrêté sera notifié à la société PAPREC par lettre recommandée avec accusé de réception et publié sur le site internet de la préfecture de Loire-Atlantique. Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Herblain,
- Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Article 5 – Le Secrétaire Général de la préfecture de la Loire-Atlantique et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 19/10/2020

Pour le Préfet,

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Pascal OTHEGUY